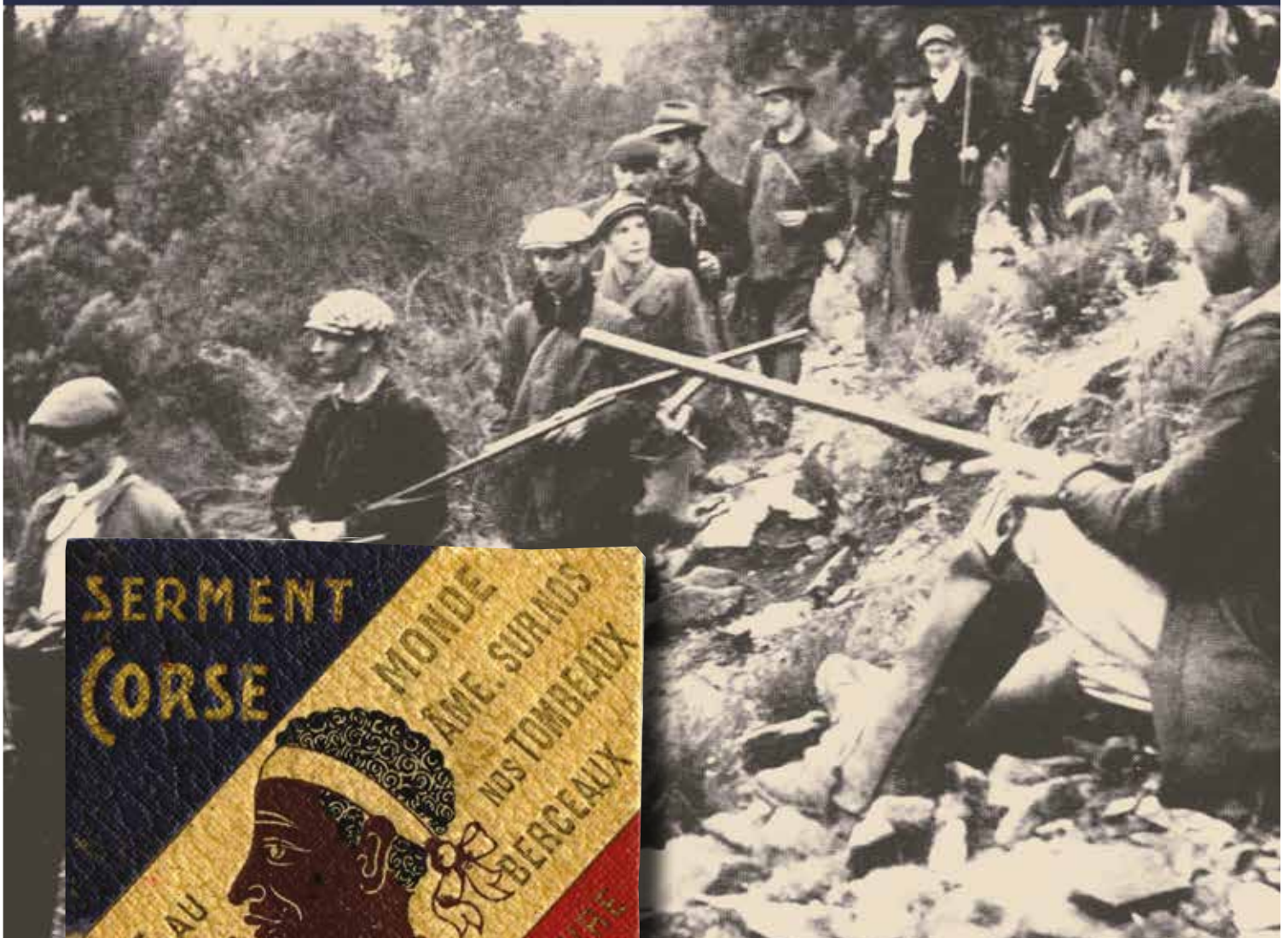


La Lettre

de la Fondation de la Résistance

Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
n° 90 – septembre 2017 – 5,50 €



Dossier thématique

La résistance corse

Histoire d'objets de la Résistance

Cette rubrique de *La Lettre* présente, chaque trimestre, l'histoire d'un objet emblématique de la Résistance. Elle montre comment ces objets ont marqué durablement l'histoire et la mémoire de la Résistance. Les lecteurs peuvent retrouver d'autres objets de la Résistance commentés de la sorte grâce au musée de la Résistance en ligne www.museedelaresistanceenligne.org

La fabrication des faux papiers : l'exemple du mouvement Défense de la France

Rapidement les résistants ont recours aux faux papiers pour mener à bien leurs activités illégales (activités de passages clandestins, achat de matériel...). Ainsi, c'est sous une fausse identité que Philippe Viannay, co-fondateur de Défense de la France, commande la première presse qui servira à imprimer le journal *Défense de la France*.

D'une production artisanale ...

Dans un premier temps, pour protéger leurs membres de la répression, les organisations de Résistance font appel à des complicités au sein de l'administration qui leur fournissent de faux papiers. Mais, ce moyen d'approvisionnement montre vite ses limites car ces agents administratifs très surveillés ne peuvent fournir, de façon régulière, en grande quantité et dans un délai très court les faux papiers nécessaires. De plus, en cas de découverte, tous les faux papiers établis par une administration donnée se trouvaient suspectés tout comme leurs détenteurs.



Faux tampon réalisé par l'atelier de DF. À droite, se trouvent des clichés servant à les produire.

Face à ce besoin, des services de faux papiers se créent au sein des mouvements. Dès 1942, en plus de ses activités de propagande, le mouvement Défense de la France se dote d'un atelier de faux papiers organisé et dirigé par Michel Bernstein et Monique Rollin⁽¹⁾. Au début, les techniques employées sont rudimentaires et artisanales. Michel Bernstein, utilisant l'impression par transfert sur support de gélatine pour réaliser les empreintes de tampons des administrations nécessaires à la réalisation des faux papiers, ne peut produire que 50 documents par semaine⁽²⁾. À partir de février 1943, la production s'intensifie et se diversifie dans le cadre de la stratégie de lutte contre le Service du travail obligatoire (STO) menée par DF. Le mouvement produit alors tous les documents nécessaires aux réfractaires au STO : cartes d'identité, certificats

de travail, de recensement, de démobilisation, permis de conduire, *ausweis*⁽³⁾... Une large gamme de tampons émanant de différentes administrations éparpillées sur tout le territoire sont également contrefaits pour permettre la validation de toutes ces pièces officielles.

...à une organisation industrielle

Cette demande croissante en faux papiers contraint DF à recourir à la technique de la photogravure. Les modèles à reproduire (tampons ou formulaires vierges de pièces officielles) sont photographiés. Puis, des photographeurs acquis à la Résistance, comme Émile Courmont, Jacques Grou-Radenez ou Marcel Guichardot, exécutent des clichés en zinc aux formats souhaités qui sont ensuite gravés à l'«eau-forte» (acide nitrique). Les clichés pour réaliser les formulaires des pièces officielles⁽⁴⁾ sont ensuite transmis aux imprimeries de DF tandis que ceux destinés à fabriquer des tampons sont pris en charge par Monique Rollin et Michel Bernstein à l'atelier des faux papiers. À partir de ces clichés en « négatif », ils fabriquent les tampons en prenant leur empreinte à l'aide de feuilles de caoutchouc et d'une presse à vulcaniser. Au total, Michel Bernstein estime sa production à 12 000 faux⁽⁵⁾ tampons allant des cachets de mairies et de préfectures aux timbres des *Feldkommandantur*. Pour des raisons de sécurité l'atelier des faux papiers est strictement cloisonné du reste de DF y compris des « centrales des faux papiers » où sont complétés les papiers remis alors aux agents de liaisons à destination de tous ceux qu'une nouvelle identité doit protéger. Deux centrales fonctionnent à Paris, dont une gérée par Pierre Bizos (*alias Pierre des Faux Papiers*), et plusieurs sont installées en Province. En plus de venir en aide aux personnes persécutées et pourchassées, cette vaste organisation de faux papiers permet également d'alimenter d'autres organisations de Résistance comme Libération-Nord, les FTP, les MUR, l'OCM,...

Les règles pour se fabriquer une identité solide

Les faussaires des centrales ne peuvent fabriquer de solides faux papiers qu'à la condition de respecter rigoureusement des règles précises. À leur attention, Michel Bernstein rédige un *Manuel du faussaire*⁽⁶⁾ et un petit mémo « Conseils pour remplir un certificat de travail⁽⁶⁾ » pour faire en sorte que ces documents



Fausse carte d'identité et petit papillon rappelant à ceux qui en étaient destinataires que le mouvement DF leur offrait cette carte. Refusant de monnayer cet acte patriotique, ce papillon invite néanmoins le bénéficiaire à aider le mouvement par « [ses] actes, par [son] argent, qui permettra de faire vivre un autre franc-tireur ».

falsifiés soient les plus fidèles aux documents officiels et respecte les logiques administratives.

Afin d'éviter aux porteurs d'être démasqués par un détail anodin ou un simple interrogatoire de routine, le mouvement DF remet avec chaque jeu de faux papiers une note « De l'emploi des faux papiers⁽⁶⁾ » qui rappelle des règles simples pour les utiliser et invite par exemple son porteur à « *salir et écorner ses faux papiers : un aspect usagé leur confèrera en effet une apparence d'authenticité plus grande* » ou bien encore à « *imaginer [...] dans ses moindres détails son existence fictive* ». C'est la raison pour laquelle sont remis aux intéressés des notes de renseignements sur les communes censées les avoir produits indiquant entre autres les noms des notables (curé, notaire, maire, propriétaires de commerces...) Fort de tous ces conseils et d'une nouvelle identité, l'entrée dans la clandestinité peut alors commencer. ●

Frantz Malassis

(1) De février 1942 à juin 1944, Michel Bernstein ne sortira qu'une dizaine de fois des appartements-ateliers qu'il occupera durant la clandestinité. Le dernier se situe au 71, rue de la Victoire à Paris avant qu'il rejoigne, avec Monique Rollin, le maquis de Seine-et-Oise Nord en juin 1944.

(2) Pour plus de détails sur les techniques de fabrication des faux papiers on se reportera au livre d'Olivier Wieviorka, *Une certaine idée de la Résistance. Défense de la France. 1940-1949*, Paris, Seuil, 1995, pp 118 à 126 à qui cet article doit beaucoup.

(3) Lors de l'exposition « Atelier des faux et de l'imprimerie DF » inaugurée le 1^{er} décembre 1944 par le général Koenig à Paris sont présentés « environ cent-cinquante imprimés divers » (Michel Bernstein, *Fragments et notules sans grande importance. 1944-1945*, hors commerce, 1995, p. 43.)

(4) Ne sont concernés que les documents comportant un sigle ou un en-tête, Michel Bernstein composant les matrices des documents faciles à imiter par typographie.

(5) Olivier Wieviorka, *op.cit.*, p.120.

(6) Conservé dans le Fonds Charlotte Nadel et Ariane Kohn aux Archives nationales.

En couverture : Libération de la Corse. Départ de maquisards pour un coup de main (reconstitution). © Service historique de la Défense, CHA-Vincennes, Fonds du Comité d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale. Le serment corse est prononcé le 4 décembre 1938 à Bastia par Jean-Baptiste Ferracci, président des Anciens Combattants de la région bastiaise. Il répond aux revendications irrédentistes italiennes réaffirmées le 30 novembre. Association Sintonelle.



Sommaire

DOSSIER THÉMATIQUE

La résistance corse

- Résistance et société corse.....p. I à V
Par Sylvain Gregori, docteur en histoire,
directeur du musée de Bastia
- Orientation bibliographique
et repères chronologiques.....p. VI
- Chant et résistance :
Corses en avantp. VII
Par Sylvain Gregori et Bruno Leroux
- La propagande
du Front national à travers
le premier numéro du *Patriote*.....p. VIII
Par Sylvain Gregori et Bruno Leroux

Mémoire et réflexions

- Histoire d'objets de la Résistance p. 2

La vie de la Fondation de la Résistance

- Entretien avec Gilles Pierre Levy p. 4
- Activités du département AERI p. 8
- Activités du département
documentation et publication p. 6, 7 et 8

Les activités de l'Association des amis de la Fondation de la Résistance

- À lire.....p. 5
- À lire.....p. 6

Malgré toutes les démarches entreprises, la Fondation de la Résistance n'a pas pu retrouver les ayants droits de certaines photographies. Les personnes disposant de ces droits peuvent prendre contact avec la Fondation de la Résistance.

Éditeur : Fondation de la Résistance
Reconnue d'utilité publique par décret
du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage
du Président de la République
30, boulevard des Invalides - 75007 Paris
Téléphone : 01 47 05 73 69
Télécopie : 01 53 59 95 85
Site internet : www.fondationresistance.org
Courriel : fondresistance@sfr.fr
Directeur de la publication : Gilles Pierre Levy,
Président de la Fondation de la Résistance.
Rédacteur en chef : Frantz Malassiss
Comité de rédaction : Fabrice Bourrée, Paulina
Brault, Sylvain Gregori, Bruno Leroux, Frantz
Malassiss, Jean Novosseloff, Hélène Staes
Fichier des abonnés : Amélia Polonia-Vaz
Maquette, photogravure et impression :
humancom, 2 bd du général de Gaulle
92120 Montrouge.
Revue trimestrielle. Abonnement pour un an : 20 €.
n° 90 : 5,50 €
Commission paritaire
n° 1120A07588 - ISSN 1263-5707
Dépôt légal : septembre 2017

Monument Jean Moulin, dit le glaive brisé à Chartres. Œuvre conçue et réalisée par le sculpteur Marcel Courbier (DR)

Le mot du Président

Depuis le mois de juin, le conseil d'administration m'a élu président de la Fondation de la Résistance confirmant ainsi l'intérêt que j'assumais jusqu'alors dans cette fonction à la suite de l'empêchement pour cause de maladie de mon ami Jacques Vistel. Comme lui, fils de Compagnon de la Libération, je me suis investi pendant plusieurs années au sein de cette Fondation voulue par de nombreux responsables de la Résistance française venant de tous les horizons. Leur souci était qu'au-delà des hommes et des femmes qui avaient écrit cette page de notre histoire, dont le nombre se réduisait malheureusement avec le temps, leur message comme celui de tous ceux qui avaient donné leur vie pour cette cause ne tombe pas dans l'oubli.



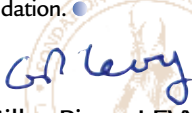
Si j'ai accepté de prendre en main la destinée de cette structure pérenne c'est surtout parce que je crois profondément que cette période si singulière de notre Nation a été fondatrice de la société française actuelle; que les mutations politiques, économiques et sociales engagées à la Libération ont marqué durablement nos institutions. Déjà au cœur de la nuit de l'Occupation, les dirigeants des organisations de Résistance réfléchissaient à ces changements qui devaient revitaliser durablement la France. C'est dans ce creuset, qu'à côté de la volonté farouche de libérer le territoire de l'occupant allemand, s'est affirmée la volonté de s'affranchir des carcans d'une société « ancienne » qui a débouché sur les grandes réformes qui ont fait naître une France peut-être encore imparfaite, mais néanmoins plus solidaire, plus juste et plus fraternelle.

Le mot du Président

Au-delà de cet héritage marquant, je crois que cette page de notre Histoire demeure également une source d'inspiration civique pour les jeunes générations. À une époque où certains sont tentés par le doute et s'interrogent sur nos valeurs, ils pourront, j'en suis sûr, se nourrir de l'exemplarité des engagements désintéressés des résistants qui, la guerre finie, tel Cincinnatus, sont retournés à leur métier sans avoir tiré ni gloire, ni profit de leur action passée.

Enfin, je voudrais terminer ce message en saluant le départ de Bruno Leroux qui a été le directeur historique de la Fondation de la Résistance pendant 17 ans. Acteur majeur des travaux entrepris par la Fondation, on lui doit notamment l'organisation de nos premiers colloques scientifiques, la mise en place des contrats de recherche pour les jeunes chercheurs, mais surtout il a été la cheville ouvrière du *Dictionnaire historique de la Résistance* publié en 2006 dans la collection « Bouquins » chez Robert Laffont.

Au nom de la Fondation de la Résistance et en mon nom personnel, je tiens à lui exprimer ma gratitude pour son engagement et sa compétence à nos côtés. Je ne doute pas qu'il continue à travailler sur les sujets de la Résistance qui le passionnent et qu'il continue ainsi à collaborer avec son successeur Fabrice Grenard à qui je souhaite la bienvenue dans notre Fondation.


Gilles Pierre LEVY
Président de la Fondation de la Résistance

La Fondation au « Rendez-vous de l'Histoire » de Blois

Comme chaque année, la Fondation de la Résistance sera présente aux « Rendez-vous de l'Histoire » de Blois du 5 au 8 octobre prochains. La Fondation y tiendra un stand (le 159) avec toutes ses publications et animera plusieurs débats.

Le samedi 7 octobre de 14h à 15h30 salle Lavoisier du Conseil départemental, la Fondation de la Résistance participera à la **table ronde organisée par l'Association des professeurs d'histoire-géographie (APHG)** autour du thème du Concours national de la Résistance et de la Déportation 2017-2018 : « **S'engager pour libérer la France** ». Cette table ronde réunira Aleth Briat (APHG), Tristan Lecoq, IGEN et président du jury national des correcteurs du CNRD, les historiens Fabrice Grenard (Fondation de la Résistance) et Gilles Vergnon (IEP Lyon), le responsable des recherches historiques à la Fondation de la France libre, Sylvain Cornil-Ferrot et le colonel Pierre Robédad, ancien combattant de la 1^{re} DFL.

Le dimanche 8 octobre de 9h30 à 11 h dans la salle Kléber-Loustau du Conseil départemental, la Fondation de la Résistance organisera une table-ronde sur le thème « **Pierre Sudreau : un itinéraire, de la résistance au centrisme politique** ». Modérée par Antoine Prost, président du Comité historique et pédagogique de la Fondation de la Résistance et professeur émérite à l'université Paris I, cette table-ronde sera l'occasion d'échanges entre Claire Andrieu, professeur à Sciences Po Paris et Michel Margairaz, professeur à l'université Paris I.

Photo Frantz Malassis



Entretien avec Gilles Pierre Levy, nouveau président de la Fondation de la Résistance

Vous venez d'être élu président de la Fondation de la Résistance à la suite de Jacques Vistel, fils de compagnon de la Libération qui incarnait la nouvelle génération appelée par le conseil d'administration à prendre en main la direction de cet organisme destiné à perpétuer la Mémoire de la Résistance française. Quels sont les liens qui vous unissent à la Résistance française ?

Je succède à la présidence de la Fondation de la Résistance à mon vieil ami Jacques Vistel. L'amitié des fils ayant succédé à celle des pères. En effet, mon père Jean-Pierre Levy, chef national du mouvement Franc-tireur et compagnon de la Libération, était très proche d'Alban Vistel.

De par mes liens familiaux et amicaux, j'ai été amené à rencontrer de nombreux résistants. J'ai toujours été frappé chez la plus grande partie d'entre eux par leur modestie, leur courage et leur désintéressement. Que ce soient les hommes comme Charles Gonard, Georges Guidollet, Elie Péju, un modèle du *Père tranquille* pour reprendre le titre du film, Jean Bomsel, Raymond Aubrac, ... tous ces hommes après avoir s'être engagés sans compter dans les rangs de la Résistance sont rentrés dans l'ombre après la guerre sans tirer aucun profit de leur action au service de la France. Que dire des femmes résistantes qui ne parlaient pas de ce qu'elles avaient fait car elles considéraient que tout cela était normal. Je me souviens ainsi de Madame Geneste, et de ses nièces, les demoiselles Escoffier, au domicile desquelles mon père fut hébergé, notamment, mais pas seulement, à son retour de Londres ; de Béatrice Arzt, l'une des premières femmes magistrates après la guerre, qui avait eu tous les culots ; ou bien encore de Madame de Montreynaud, une grande handicapée qui avait tous les courages et trouva des hébergements pour mon père après son évasion de la prison de la Santé, – et les risques étaient majeurs – ; de ma belle-mère Janine Carlotti qui, arrêtée et torturée n'a pas parlé et fut déportée en Allemagne. Elles ont été des modèles de patriotisme et de désintéressement.

Je n'oublie pas que certains de ceux qui sont devenus visibles après-guerre ont souvent témoigné de leur capacité à placer leurs

principes avant leurs intérêts, que ce soit Raymond Aubrac acceptant la rude tâche de diriger le déminage du Pays, Pierre Sudreau démissionnant de son poste de ministre par désaccord avec la réforme constitutionnelle en cours...

J'ai toujours été admiratif des valeurs que les

résistants partageaient ensemble dans la clandestinité et qui continuaient à régir leurs vies. Des valeurs sur lesquelles on ne peut transiger puisqu'elles sont liées étroitement à la République et à une vision humaniste de l'existence.

Le programme du Conseil National de la Résistance, largement mis en œuvre après 1945, témoignait de la vision d'un pays non seulement libéré mais aussi plus juste et plus solidaire qui les animait.

Quel a été votre parcours professionnel ?

Ma carrière a été partagée entre le service public et le secteur privé. Après mes études, j'ai intégré la Cour des Comptes avant de rejoindre le ministère de l'Industrie. En 1995, je suis passé dans le secteur privé en devenant directeur des ressources humaines et membre du comité exécutif du groupe Pechiney. J'ai occupé ces fonctions jusqu'en 2003 pour à nouveau servir à la Cour des Comptes comme conseiller maître puis président de la Deuxième chambre où je me suis occupé des questions de Défense et des Anciens Combattants. Cela m'a obligé à me retirer pendant cette période du Conseil d'administration de la Fondation de la Résistance pour éviter les conflits d'intérêt.

En France, on a souvent tendance à opposer le secteur privé et le public. Je pense que notre pays a besoin à la fois d'entreprises qui innovent et créent des richesses dans une activité privée et de fonctionnaires qui s'investissent au service de l'État et des collectivités territoriales pour assurer l'accès de tous les citoyens à un service public de qualité.

Quelles orientations souhaitez-vous donner à la Fondation de la Résistance ?

À partir du moment où les résistants ne seront plus là, ce sera, comme ils l'avaient prévu, à la Fondation de la Résistance de défendre les valeurs qui sous-tendaient leur engagement et de les transmettre aux jeunes générations comme les élèves de collèges et de lycées, pour les préparer à leur vie de citoyens responsables et éclairés.

Mais tout d'abord, je voudrais rendre hommage au travail accompli avant moi par Jean Mattéoli, Pierre Sudreau et Jacques Vistel,

hommes pour lesquels j'ai beaucoup d'admiration et de respect.

Je suis frappé par la richesse des activités de la Fondation de la Résistance que ce soit dans le domaine de la recherche historique avec les contrats de travail pour les jeunes chercheurs, l'organisation de colloques et la publications de leurs actes ; dans le domaine pédagogique avec, sous l'autorité de l'Inspection générale d'Histoire-Géographie l'organisation de formations destinées aux enseignants et, bien sûr, le rôle d'acteur historique de la Fondation dans l'organisation du Concours national de la Résistance et de la Déportation ; dans le domaine patrimonial avec la campagne de sauvegarde des archives de cette période. Toutes ces activités étant portées par des supports de communication traditionnels comme *La Lettre de la Fondation de la Résistance* ou numériques comme le musée de la Résistance en ligne permettant de les faire connaître du grand public.

Aujourd'hui la Fondation de la Résistance est reconnue de l'ensemble des organismes qui œuvrent à la connaissance de l'histoire et de la mémoire de la Résistance française. Elle travaille en liaison avec nombre d'organismes prestigieux comme la Bibliothèque nationale de France, pour la numérisation de la presse clandestine, avec les Archives nationales pour la préservation des documents, avec l'Ordre de la Libération, symbole fort à tous égards, avec le Service historique de la Défense, avec nombre d'Universités et le CNRS, et bien sûr avec ses tutelles et en premier lieu le ministère de la Défense. Sa compétence et son expertise dans de nombreux domaines sont régulièrement sollicitées notamment dans les conseils scientifiques des musées de la Résistance.

Bien sûr, je poursuivrai ce travail de fond mené en liaison avec le bureau, le conseil d'administration, le conseil historique et pédagogique, garant de la qualité de nos travaux, et le personnel de la Fondation de la Résistance, tout en développant certains aspects qui me paraissent essentiels. Ainsi, je souhaite que la Fondation soit encore plus présente en province, que ses liens avec les musées de la Résistance et les centres de recherches soient encore plus étroits, qu'elle développe ses activités pédagogiques. Je souhaite également une coopération renforcée avec les autres fondations, notamment la Fondation pour la mémoire de la Déportation et la Fondation de la France libre, les services de l'État et les collectivités territoriales qui travaillent dans le même secteur que nous. D'ores et déjà, cela s'est traduit par la signature d'une convention de partenariat avec l'Ordre de la Libération tandis qu'une autre convention est en cours de finalisation avec le Service historique de la Défense (SHD).

Propos recueillis par Frantz Malassis

La résistance corse

Ce dossier est une étude régionale qui, plus qu'une histoire factuelle et chronologique, entend mettre l'accent sur l'approche de la résistance comme « mouvement social », particulièrement adapté au cas de la Corse. C'est l'approche qui fait tout l'intérêt de la thèse de Sylvain Gregori⁽¹⁾, laquelle a reçu le prix Philippe Viannay-Défense de la France en 2013 et dont l'auteur a bien voulu présenter le contenu sous une forme très synthétique.

Résistance et société corse

Par Sylvain Gregori, docteur en histoire, directeur du musée de Bastia

Si le contexte politique corse entre juillet 1940 et septembre 1943 explique en bien des points les origines et les modalités de l'enracinement de la Résistance dans la société insulaire, il faut repartir de la période antérieure pour apprécier le poids des contingences particulières à l'île.

Dès 1938, le rejet populaire des revendications irrédentistes de l'Italie fasciste sur la Corse⁽²⁾ est la traduction d'un processus de fond qui traverse la société insulaire. Il exprime autant l'enracinement d'un patriotisme français que la construction en cours d'une « corsitude » – au sens d'une identité spécifique corse intégrant les tensions entre son appartenance multiséculaire à l'aire culturelle italienne et sa plus récente intégration à la France. Comme elle l'a déjà été par le passé, l'italophobie continue à être un opérateur essentiel d'un lent processus d'assimilation politique de la Corse à la Nation française qui n'est pas pour autant synonyme d'acculturation.

L'opinion corse : patriotisme italophobe et sentiment de vacance du pouvoir français

Entre 1940 et 1943, la prégnance de cette phobie italienne est la clé pour comprendre le fonctionnement de l'opinion insulaire et la singularité de la Résistance corse. Dès l'été 1940, les écrits des personnalités exprimant un premier réflexe résistant le prouvent. Tout comme l'illustre la position anti-irrédentiste des forces politiques, qu'elle provienne de la culture républicaine chez les radicaux ou de l'anti-fascisme chez les communistes. Au sein de l'opinion publique, le consensus issu du refus de devenir italien exclut une crise d'identité telle qu'on la retrouve alors dans le reste de l'hexagone morcelé.

L'avènement du régime de Vichy induit des bouleversements politiques déterminants. La phobie d'une annexion engendre un fort « maréchalisme⁽³⁾ », Pétain étant vu comme le garant du refus de la France de céder aux prétentions italiennes. Mais il ne se répercute pas positivement sur les nouveaux pouvoirs représentant « l'État français » (l'administration

préfectorale, les municipalités nommées, la Légion française des combattants-LFC), d'autant que ceux-ci se concurrencent et s'affaiblissent mutuellement. Dans une île marquée par une forte politisation bi-partisane liée au système clanique⁽⁴⁾, la LFC apparaît d'emblée comme une sorte de nouveau clan politique alors qu'elle était supposée dépasser les clivages. Sa faible popularité s'effondre rapidement. Par ailleurs, la désignation des « délégations spéciales municipales » aboutit à une véritable épuration au détriment du radical-socialisme et au profit des élus de droite, dont le poids politique exclusif se traduit par de multiples rivalités avec l'autorité préfectorale représentant le pouvoir central vichyste.

L'occupation italienne de la Corse en novembre 1942, suite au débarquement allié en Afrique du Nord, porte un coup fatal à ces multiples pouvoirs pétainistes. Au-delà de son aspect géostratégique, elle revêt en effet une dimension politique : les militaires italiens entendent saper



Association Sinternelle

SOMMAIRE

- Résistance et société corse p. I à V
Par Sylvain Gregori, docteur en histoire, directeur du musée de Bastia
- Orientation bibliographique et repères chronologiques p. VI
- Chant et résistance :
Corses en avant p. VII
Par Sylvain Gregori et Bruno Leroux
- La propagande du Front national à travers le premier numéro du Patriote p. VIII
Par Sylvain Gregori et Bruno Leroux

Le serment corse est prononcé le 4 décembre 1938 à Bastia par Jean-Baptiste Ferracci, président des Anciens Combattants de la région bastiaise. Il répond aux revendications irrédentistes italiennes réaffirmées le 30 novembre.



A.D Corse du Sud

Mur avec graffiti « La victoire aux Anglais Paure Maréchal ».

Venaco, début septembre 1941. Sur les murs du domicile du délégué cantonal de la Légion Française des combattants, des slogans pétainistes ont été recouverts par d'autres, anglophiles, ou détournés. Ainsi les initiales « PM » pour « Pétain Maréchal » ont été développées en « Pauvre Maréchal » (il manque le v à pauvre sans doute parce que le graffiti a été fait à la sauvette la nuit et que, dans la précipitation, son auteur a dû oublier une lettre). Ce graffiti est typique d'une opinion corse au sein de laquelle l'anglophilie prend le pas sur le maréchalisme même si tous deux sont les conséquences de la profonde italophobie. En 1941 les graffiti, souvent gaullistes, l'emportent en nombre sur la propagande des organisations. Celle-ci croît à partir de 1942, surtout impulsée par les communistes (PC et FN), par tracts et papillons, avant d'exploser en 1943.



François-Marie Pietri.

Auteur du premier tract ronéoté appelant à la résistance en Corse, le 11 juillet 1940, le commandant Pietri fonde un groupe, la Légion corse, qui deviendra un maquis en 1943. Cet officier supérieur à la retraite, hanté par une possible annexion italienne, fait prêter serment à ses recrues de servir « la Corse française », donne à son organisation des statuts se donnant comme objectif de « rester Corse et français » (affirmant donc son double patriotisme), et de rassembler des Corses, qu'ils soient sur le continent ou sur l'île. En fait, après avoir multiplié les contacts, c'est seulement à partir de son village qu'il réussira à étoffer ses troupes, profitant de sa forte assise locale.

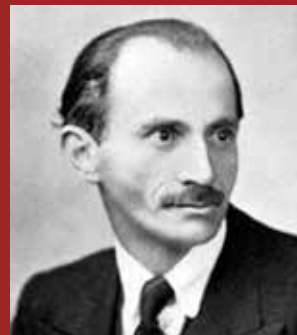
Fred Scamaroni et Paul Giacobbi.

Fred Scamaroni (à gauche), compagnon de la Libération, est le symbole de la résistance gaulliste en Corse, et de la dureté de la répression italienne (torturé, il se suicide dans sa cellule le 19 mars 1943). Les trois missions de ce jeune membre de la « préfectorale » sur l'île (mai puis octobre 1941, janvier-mars 1943) s'appuient sur ses liens familiaux avec les radicaux-socialistes, en recrutant en particulier le jeune sénateur Paul Giacobbi, seul parlementaire corse à avoir voté contre les pleins pouvoirs à Pétain. Le poids de Giacobbi après la libération ne tient pas, cependant, à sa seule appartenance au réseau de Scamaroni : dans son village de Venaco, quoique destitué de son mandat de maire par Vichy, il joue durant plus de deux ans (il est arrêté en février 1943) un rôle de *leader d'opinion* souterrain du courant « gaulliste » local, très vivace et ouvertement opposé à la Légion française des Combattants. Car il reste avant tout le chef local du clan landryste – d'autant qu'il est alors un des gros exploitants agricoles de sa commune.

Musée de l'Ordre de la Libération-Paris



Musée A Bandera, Ajaccio



l'action des autorités françaises, pensant que leur discrédit ébranlerait l'attachement des insulaires à la France. Cependant eux-mêmes méconnaissent combien, dès la période précédente, la présence de la Délégation italienne d'armistice était déjà rejetée par la population : la menace d'annexion était vécue avec une telle intensité que la société corse réagissait par une opposition préventive à un occupant dont la présence était jugée comme inéluctable.

Aussi, après novembre 1942, l'occupation réelle, en elle-même spectaculaire (un soldat pour quatre habitants) ne peut-elle être perçue que comme une annexion de fait. La présence des troupes italiennes est d'autant plus mal vécue qu'elle aggrave une situation économique déjà dégradée par les pénuries. Dépendante des importations, l'économie insulaire a connu à partir de 1941 une crise sans précédent. Les besoins des troupes italiennes et l'interruption des communications maritimes l'empirent encore.

Au total, le système des pouvoirs locaux établis en Corse dans les années 1940-1943 a conduit les insulaires à ressentir une sorte de vacance du pouvoir français et, à partir du premier trimestre 1943, une forme d'exclusion de la communauté nationale. Autrement dit, ce contexte cumulait une crise potentielle dans le processus d'intégration de la Corse à la Nation française, et un renforcement du courant italophobe. Cette situation favorisait l'affirmation de la résistance comme pouvoir politique alternatif. Elle a pu s'appuyer sur une opinion corse majoritaire pour laquelle maréchalisme et gaullisme n'étaient pas contradictoires, étant associés à l'italophobie et à l'anglophilie. L'invasion italienne de novembre 1942 n'a fait, à cet égard, qu'accélérer un processus déjà engagé. La répression exercée par les occupants à l'égard de la résistance et des opposants en général a achevé de cristalliser la haine contre l'Italien. À la fin du premier trimestre 1943, il n'est pas exagéré de dire que l'opinion insulaire a définitivement basculé dans le camp de la Résistance.

Le développement des groupes résistants : un enjeu patriotique et politique

Dès juillet 1940, la Résistance se constitue à travers l'apparition d'organisations plus ou moins formelles. Peur de l'annexion italienne et antagonismes idéologiques au régime sont à l'origine de ces premières structurations. Le réflexe identitaire anti-italien a pour spécificité, en Corse, d'invoquer la revendication d'un double patriotisme : fidélité à la France, mais aussi à l'histoire de l'île, donc à une identité corse spécifique. En témoignent par exemple les objectifs et la structuration de la Légion corse du commandant François-Marie Pietri. La dynamique d'opposition politique à Vichy est particulièrement frappante, en ce qu'elle apparaît dans le recrutement des deux réseaux de renseignement qui se développent en 1941. Le plus précoce, rattaché aux services secrets de l'armée d'armistice, a pour co-fondateur Fernand Poli, directeur du quotidien radical-socialiste ajaccien, *Le Journal de la Corse*. Un peu plus tard, Fred Scamaroni, envoyé par la France libre s'appuie lui aussi sur le poids du radicalisme et de la franc-maçonnerie insulaires pour développer son réseau, et en particulier sur ses contacts avec le sénateur Paul Giacobbi. En 1942, ce recrutement à base souvent militante se poursuit, de façon cependant limitée, à la fois avec l'extension de « R2 Corse » (fusionnant les recrues de Poli et Scamaroni), mais aussi via l'implantation de mouvements de zone Sud (Combat, Franc-Tireur et Libération).

Reste un troisième acteur, le Parti communiste, au poids très faible avant la guerre. En janvier 1941, le séjour de Pierre Georges (le futur *Fabien*) inaugure la reprise des relations avec la direction de zone Sud du PCF ; celle des actions de propagande survient plutôt après l'invasion allemande de l'URSS. Jusqu'à l'automne 1942 le lancement du Front national reste très limité, échouant à s'élargir au-delà d'une base

communiste, comme ailleurs en France, malgré un éphémère comité départemental ouvert aux autres organisations. Fin 1942, le débarquement italien coupe toute relation avec la direction nationale du PCF. Ses représentants locaux, dont la ligne politique est alors élaborée en toute autonomie, comprennent très vite l'enjeu de la mission « Pearl Harbour » envoyée en décembre d'Afrique du Nord par le général Giraud pour créer un réseau de renseignement et armer les résistants locaux.

Proposant le soutien des militants du FN à l'organisation giraudiste naissante, qui avait d'abord noué des contacts avec les socialistes et les radicaux, les communistes parviennent à la phagocytiser. La répression italienne y concourt, qui s'abat alors sur plusieurs cadres des autres groupes clandestins. Le FN apparaît donc dès le début 1943 aux yeux d'Alger, comme le seul interlocuteur, et en position de bénéficier ainsi de son soutien matériel (argent, armes) au moment où il parvient justement à susciter une première grande vague de recrutement en réaction à l'occupation italienne. Cette position de force permet au FN de refuser de collaborer à la mission symétrique envoyée de Londres par de Gaulle, la troisième mission de Scamaroni. De surcroît, celle-ci tourne court, sans avoir encore obtenu aucune livraison d'armes, avec le démantèlement du réseau « R2 Corse » en mars 1943.

Ne cessant de progresser à partir d'avril-mai 1943, le FN est conforté par l'accélération de l'aide giraudiste. Comme la répression italienne décapite les autres organisations, leurs éléments non démantelés finissent par se rallier à lui. Cette position privilégiée lui permet, en mai suivant, d'effectuer une dernière mutation lors de la conférence de Porri. Le principe de la lutte armée est intégré à la ligne politique et la propagande est intensifiée. L'impulsion de l'été 1943, malgré la répression, se traduit par une hausse des effectifs, des actions de propagande et des attentats.

Extrait de *La Corse libérée*, brochure parachutée par la RAF.

Ce portrait de Mattea Pittiloni est une photographie prise peu après la libération de la Corse qui sera diffusée dans un fascicule largué en France occupée par la Royal Air Force. La légende est aussi héroïsante que romanesque... L'image qu'elle véhicule de la résistante ne reflète guère le rôle limité aux fonctions logistiques dans lesquelles le FN a cantonné ses éléments féminins. En revanche, elle contrebalance l'image traditionnelle de la femme corse, qu'illustre le costume porté par Mattea Pittiloni, par une forme de modernité émancipatrice que matérialise le port du pistolet-mitrailleur Sten parachuté aux maquis par les Alliés – et ce même si, en Corse, l'utilisation des armes reste exclusivement du ressort des hommes...



Début août, après la chute de Mussolini, les communistes adoptent le principe d'une insurrection, via le FN, à l'annonce d'une imminente capitulation italienne. L'insurrection est déclenchée dès le 9 septembre. Après moins d'un mois de combats, grâce aux troupes venues d'Alger et débarquées à Ajaccio à compter du 13 septembre, l'île est libérée le 4 octobre. Victoire militaire et politique, la libération de la Corse devient un modèle insurrectionnel et un symbole dans l'imaginaire résistant bien au-delà de l'île.

La résistance corse, miroir de la société insulaire

Réduire l'histoire de la résistance corse au succès du FN grâce à des manœuvres d'appareil et aux aléas de la répression, c'est manquer la nature profonde du phénomène résistant. Il faut d'abord rappeler qu'en dehors des organisations clandestines, de multiples actes d'opposition sont attestés tout au long de la période, caractéristiques de ce qu'on peut appeler une résistance a-organisationnelle, et illustrant qu'on a bien affaire à un phénomène social.

Cette résistance apparaît et se développe grâce à des dynamiques portées par des groupes sociaux. Le premier est celui des **jeunes**, véritables porte-parole d'une opinion en rupture. Par ses prises de parole publiques et ses actes collectifs, la jeunesse diffuse au sein de l'opinion les courants favorables à l'apparition d'un sentiment résistant, autour de trois thèmes : italophobie, anglophilie et gaullisme. Cette Résistance des jeunes a, comme dans le reste de la France, un aspect de révolte générationnelle, contre la soumission des aînés. En Corse, elle revêt un sens supplémentaire : elle participe à un processus de modernisation de la société insulaire en induisant une politisation inédite de la jeunesse.

Longtemps minoré, le rôle des **femmes** dans la Résistance corse apparaît également comme révélateur du fonctionnement de la société insulaire. L'absence



Couverture de *La Corse libérée*, brochure parachutée par la RAF.

de toute femme dans les cadres des organisations clandestines, le caractère tardif (juin 1943) de la création des Comités Populaires des Femmes⁽⁵⁾ par le PC et le FN corse, procèdent d'une culture sexuée des responsables masculins, d'autant plus prégnante dans une société rurale méditerranéenne. Mais l'envers de cette sexualisation des fonctions, c'est la force de la Résistance féminine corse dans la sphère du privé. La femme est considérée comme la gardienne traditionnelle d'un foyer « en résistance ». Lorsqu'elle s'engage, elle y reproduit, dans un esprit transgressif, les tâches qui lui sont habituellement confiées dans la société : hébergement des proscrits ou aide matérielle aux clandestins.

Dans leurs pratiques collectives d'opposition, les femmes restent également dans leur sphère sociale traditionnelle. L'écoute de *Radio-Londres* est souvent, à cet égard, leur première forme d'action, étant en Corse une pratique féminine de groupe. La vitalité de la résistance féminine a-organisationnelle apparaît surtout à travers les manifestations de ménagères qui éclatent à partir de 1942. Si le mécontentement social contre les pénuries qui en est à l'origine est entretenu par la propagande clandestine, la spontanéité de ces actions ne fait pas de doute. Par ces pratiques collectives, les femmes corses font irruption dans la vie publique et on peut parler à leur sujet d'une forme d'apprentissage civique.

Dans ou hors des organisations clandestines, le poids de certaines professions dans la Résistance corse peut être aussi analysé, au moins partiellement, à l'aune des particularités de la société insulaire. Ainsi, le rôle éminent des **militaires** (y compris dans le FN) s'explique certes en partie par le besoin de cadres pour la lutte armée. Un deuxième facteur est le tournant chronologique de novembre 1942 : l'Occupation, ressentie comme une annexion, est, encore plus que dans le reste du pays, un élément décisif pour anihiler chez ces militaires toute notion d'obéissance au régime de Vichy et en faire basculer un grand nombre dans le camp de la résistance, renouant ainsi avec l'éthique de leur culture socio-professionnelle. Un troisième facteur, bien spécifique à la Corse, est de nature à renforcer leur poids dans la résistance : la carrière militaire y demeure un modèle de promotion sociale enraciné dans la société, qui donne aux officiers, qu'ils soient en activité ou en retraite, un statut de « notable » local, capable d'influer sur la communauté.

Les **enseignants** sont également surreprésentés dans l'encadrement de la Résistance corse. Souvent militants de gauche, ils imprègnent la Résistance d'antifascisme, de culture républicaine et d'anti-irréductibilisme. Comme dans le reste de la France, ils sont à une position-clé, au sein de la communauté, pour animer la résistance, par leur prestige social et leurs fonctions multiples (l'instituteur secrétaire de mairie). Mais en Corse, leur large popularité a un relief particulier dans un territoire encore en voie de francisation. Les enseignants y ont joué, dès la fin du XIX^e siècle, leur rôle de « *hussards noirs de la République* » de façon très spécifique. En effet, ils ont diffusé, par le biais de l'histoire locale intégrée aux programmes scolaires, un patriotisme corse confortant l'identité insulaire. Aussi, incarnent-ils à la fois le civisme républicain et la possibilité du « *double patriotisme* » (à la grande comme à la petite patrie).

Le fonctionnement de la société corse en résistance : tradition et modernité

D'une manière générale, les processus d'engagement collectifs en Corse reflètent l'organisation et du fonctionnement d'une société encore très majoritairement rurale⁽⁶⁾, et où de surcroît les élites urbaines conservent un fort ancrage dans les villages. Contrairement au reste du territoire où la résistance se développe d'abord quasi-exclusivement dans les villes, divers indices laissent à penser que les communautés rurales sont sollicitées dès 1941 par les premiers résistants corses, ne serait-ce qu'à titre de refuge (ainsi les militants communistes menacés d'arrestation). De ce fait, la résistance corse, comme phénomène collectif, glisse vers une résistance communautaire plus rapidement que dans les autres régions rurales touchées par les maquis seulement à partir de 1943, et suivant un processus original, où villes et campagnes sont davantage intégrées. Les organisations clandestines corses bénéficient plus qu'ailleurs des pratiques dont font preuve traditionnellement les communautés villageoises afin

de défendre leurs membres du péril extérieur, tant que celui-ci ne remet pas en cause l'équilibre interne, fondement de la cohésion communautaire.

Un autre trait spécifique à la Corse est l'influence de l'organisation familiale de la société insulaire, de type méditerranéen. La famille est l'unité de base de l'organisation clanique et intègre deux réseaux de sociabilité, les parents (proches et lointains) et les *amici*, liés à la famille par une communauté d'intérêts. À l'intérieur de ce groupe, la solidarité est une obligation morale⁽⁷⁾. Pour les résistants corses, cela se traduit d'abord dans le processus de recrutement des individus : on recrute souvent dans sa famille et, réciproquement, quand on veut intégrer une organisation, on se dirige d'abord vers celle où un membre de la famille est engagé. D'où la forte structuration familiale des groupes clandestins⁽⁸⁾.

Cependant, la Résistance contribue aussi à faire évoluer le fonctionnement traditionnel du corps social. Cela apparaît d'abord à travers le rôle-clé, mobilisateur pour la résistance, de certaines

l'exclusivité du pouvoir détenu par le clan vainqueur localement⁽¹⁰⁾, s'étaient révélés capables de porter de grands courants d'idées et de contribuer ainsi à « nationaliser » la vie politique locale. Sous Vichy puis l'Occupation, la même tendance se perpétue au bénéfice de la résistance : le fonctionnement clanique bi-partisan se reproduit dans les oppositions locales entre d'un côté les « vichystes » et de l'autre les « anglophiles », « italophobes » ou « gaullistes » – jouant dans le sens d'une clarification des opinions et des comportements politiques puisque son principe rend très difficile de rester neutre : tout habitant est supposé prendre parti. Concrètement, cette fusion entre culture de l'affrontement interclanique et culture du débat politique s'incarne alors dans des lieux très précis : le monument aux morts et la mairie, lieux classiques de la culture républicaine et propice aux manifestations, mais aussi la place centrale du village, comme lieu où on s'interpelle publiquement, ainsi que les cafés, traditionnellement « marqués » politiquement⁽¹¹⁾.



ANACR Sud Corse.

Artur Giovoni.

Artur Giovoni, professeur, dirigeant du PCF et du FN, sera élu à la libération maire d'Ajaccio. Son élection est d'autant plus emblématique du renouveau politique et des espoirs nés de la libération que la première ville de Corse et chef-lieu du département, était depuis le XIX^e siècle aux mains du Comité central bonapartiste – alors proche du clan pietriste et de l'extrême-droite. Symbolique de la prise des municipalités par le FN et le PCF, cette élection illustre également la disparition politique de la droite insulaire compromise par son ralliement à Vichy. Elle se reconstruira non sans difficultés dans les années qui suivent à partir d'hommes marqués par leur appartenance au mouvement gaulliste (résistants, officiers dans l'armée de Libération).

personnalités à l'échelle des villages. Il s'agit pour partie de « notables » traditionnels, reconnus comme tels – ainsi les militaires décrits plus haut, mais aussi des maires, qu'ils soient engagés eux-mêmes dans la résistance ou qu'ils assument un rôle de médiateur face aux forces de répression. Cependant d'autres acteurs locaux, tels les enseignants exerçant aussi une responsabilité au sein du PCF clandestin, acquièrent par leur engagement résistant une forme de prestige social de type nouveau car lié totalement au savoir, et alliant tradition (par leur profession) et modernité (par leur bagage idéologique). Certains en bénéficieront après la libération, incarnant une nouvelle génération d'élus.

Car la Résistance est aussi un moment très particulier dans l'évolution de la vie politique insulaire. Sous la III^e République, et avec une accélération marquée dans l'entre-deux-guerres, l'organisation sociale clanique avait débouché sur la formation de deux vrais partis : les radicaux « landrystes » et la droite « piétriste »⁽⁹⁾. Ces deux clans politiques, quoique marqué par des traits archaïques (clientélisme interne, rivalités exacerbées par

Cependant le Front national introduit une nouveauté dans cet équilibre : pour promouvoir l'unité résistante derrière leurs propres représentants, les communistes fondent leur propagande sur la revendication exclusive de la culture républicaine, les clans étant rejetés comme symboles de la collaboration ou de l'attentisme, mais aussi comme impuissants à résoudre le déclin économique de l'île. L'insurrection de septembre 1943 marque le pic de cette mobilisation, s'accompagnant de rituels républicains très marqués : défilé en chantant *La marseillaise*, gerbe aux monuments aux morts, occupation de la mairie.

Ce moment très particulier débouche sur un renouvellement spectaculaire de la classe politique dans l'après-libération⁽¹²⁾. Si la guerre froide, en isolant les communistes, remet en lice les anciennes élites et revitalise le système clanique, la vie politique corse n'en a pas moins été définitivement marquée par l'avènement d'une génération d'élus « modernes », tirant leur légitimité d'un militantisme politique lié à un engagement patriotique et de nature civique, au nom de l'intérêt général.

Résistance et identité culturelle en Corse

Le développement de la résistance s'articule enfin à tout un univers mental dont certains traits sont typiques d'identités culturelles bien marquées. Ainsi, pour tout Corse pourchassé, les espaces-refuges se répartissent en une hiérarchie très claire : s'il est installé sur le continent, le premier recours est le retour en Corse (ainsi de plusieurs cadres corses du PCF, ou des premiers requis corses du STO). À l'intérieur de l'île, le recours suivant, c'est le village d'origine (quasiment systématiquement dès que les autorités recherchent un individu), celui-ci étant lui-même une voie d'accès vers la solution suivante : le relief montagneux qui domine ledit village, espace de la chasse et domaine presque exclusif des bergers.

La montagne en général, comme tout espace non cultivé, se confond en Corse avec le « maquis », au sens culturel (bien au-delà des 14 % de maquis végétal couvrant le territoire) : c'est l'espace-refuge de l'insoumission au sens large, en référence à la fois aux rébellions de la fin du XVIII^e siècle face à la conquête française, aux « bandits d'honneur » poursuivis pour actes de *vendetta*, et au banditisme social. C'est pourquoi la référence au « maquis », dans la résistance corse et dans sa propagande, débord largement de l'invitation à rejoindre des maquis au sens collectif. Ceux-ci se développent dans l'île après l'occupation italienne, explosant surtout à l'été 1943, et rarement armés. « Prendre le maquis », dans la Corse des années 1940, est un terme bien plus générique, chargé de tout un imaginaire culturel, équivalent à devenir clandestin, donc résistant. La référence la plus invoquée est celle du bandit d'honneur, d'autant plus utilisable que la proximité entre « maquisards » et communautés rurales est bien plus immédiate sur l'île que pour bien des résistants de métropole pourchassés ou bien des maquis-refuges, formés de jeunes urbains fuyant le STO.

L'usage des langues est un autre trait spécifique de la résistance corse. Le corse est la langue maternelle à une période où le processus d'unité linguistique nationale reste inachevé. Langage oral du quotidien pour toutes les catégories sociales, c'est celui de la proximité, de la connivence. La Résistance en joue (cf. les émissions en langue corse de *Radio-Alger*



Portrait du résistant Paul Arrii ayant pris le maquis dans la région de Sartène.

Diffusée par l'OWI, cette photographie fait partie d'une série reconstituant, quelques mois après la Libération, la vie des maquisards corses. Ce cliché semble déjà prêt pour être transposé dans la littérature de l'après-guerre. Incarné sous l'aspect du « traditionnel » et mythique bandit d'honneur, le résistant insulaire s'y confond avec l'image de celui qui « tient le maquis », le maquisard (*machjaghjolu*).

Les maquis ne se sont en fait vraiment développés sur l'île qu'à la belle saison, en 1943, car le climat est très rude en montagne. C'est aussi au cours de cette période que la répression s'accroît, contraignant résistants, requis du STO et opposants politiques à s'y réfugier.

Et c'est seulement en mai de cette année-là que leur approvisionnement en armes a commencé à être assuré par les giraudistes d'Alger. La plupart des maquis sont restés des maquis-refuges. En revanche, cette photo renvoie en Corse à tout un imaginaire culturel qui a joué un rôle mobilisateur bien plus large, se confondant avec la résistance tout entière.

diffusées durant l'été 1943). *A contrario*, compte tenu de la proximité entre l'italien et le corse, le refus des insulaires de s'adresser en corse à l'occupant marque une attitude d'opposition.

Toutefois, la langue corse est presque absente de la propagande écrite car elle demeure réservée, sous cette forme, à une élite intellectuelle. Seules y apparaissent des citations historiques érigées en slogans, leur conférant une portée d'autant plus forte. Le français reste la langue de la Résistance écrite. L'utiliser alors que l'irrédentisme fait de la langue corse un argument d'italianité, c'est rejeter l'annexion fasciste et se définir comme appartenant à la Nation française.

Enfin, on ne peut qu'être frappé de la manière dont le contenu de la propagande de la résistance corse se fonde sur la notion d'identité. Certes, une part importante du succès du FN vient du fait que la propagande communiste est la seule à exploiter la dynamique sociale née du mécontentement induit par la dégradation du ravitaillement en l'imputant à la fois à Vichy et aux Italiens. L'équation qu'elle véhicule alors : Pétain = Mussolini = la Corse italienne, achève de polariser le destin de l'île, et est en adéquation avec l'opinion. La liaison entre patriotisme et action revendicative, qui est la

marque générale de la résistance communiste, est en Corse en profonde adéquation avec l'état de la société insulaire.

Mais le succès du FN doit aussi beaucoup à l'élaboration d'un discours identitaire porté par sa propagande clandestine, faisant contrepoids au discrédit politique qu'elle jette sur les clans. Les références à l'histoire de la Corse supplantent les allusions à l'histoire nationale et aux valeurs républicaines. Les grandes figures du panthéon local sont mises en avant : Sampiero Corso et Pascal Paoli. Liés au combat « historique » des Corses contre les Génois – que l'occupation fasciste réactive dans les esprits –, ces héros sont utilisés dans leur dimension régionale. La « petite patrie » prend le pas sur la « grande » parce que la menace d'annexion puis l'occupation italienne placent le destin de la Corse au centre des préoccupations de la population et motivent les engagements résistants. Il en résulte un discours patriotique axé sur l'identité insulaire. Le mépris traditionnel pour l'Italien, le *Lucchese*, se transpose sur l'occupant, finissant de mobiliser l'opinion sur ce registre identitaire. Par là même, la Résistance apparaît bien comme une étape dans la construction de la « corsitude ». ■

(1) *Forti saremu se saremu uniti. Entre continuité et ruptures. Résistance(s) et société corse. Juillet 1940-septembre 1943*, université de Provence, 2008.

(2) Cf. les manifestations accompagnant le voyage du président du conseil Daladier à Ajaccio et Bastia durant l'hiver 1938-1939. L'irrédentisme (= objectif de regroupement de tous les pays de langue italienne) est un courant datant de la fin du XIX^e siècle, réactivé par Mussolini.

(3) Au sens du terme inventé par Jean-Pierre Azéma : attachement à la personne du « vainqueur de Verdun », distinct de l'adhésion à l'idéologie de la Révolution nationale.

(4) Sur lequel on reviendra plus loin.

(5) Créés, comme ailleurs, par le PCF pour canaliser les revendications économiques et sociales liées aux problèmes de la vie quotidienne.

(6) La paysannerie forme les trois-quarts de la population corse à l'époque.

(7) Cf. le proverbe « *Parente para* » : « le parent protège et assiste ».

(8) D'après des listes communales dressées après la guerre par le FN et le PC, chaque groupe semble compter dans ses effectifs en moyenne un quart de membres liés par le même patronyme.

(9) Du nom de leurs chefs historiques respectifs.

(10) En corse : *partitu*, le clan dans l'opposition étant le *contrapartitu*.

(11) Des dizaines sont sanctionnés pour écoute de la BBC mais au-delà, de nombreux autres sont surveillés comme repaires habituels de communistes ou de radicaux et, partant, lieux de confection ou de stockage de propagande.

(12) Le FN conquiert 189 communes sur 336, le PCF en contrôlant lui-même 56 (contre aucune avant la guerre). L'immense majorité de ces élus n'appartient pas aux élites « claniques » de l'avant-guerre.

Pour en savoir plus

Orientation bibliographique

Sur les liens entre résistance et société corse

La thèse de doctorat de Sylvain Gregori (*Forti saremu se saremu uniti. Entre continuité et ruptures. Résistance(s) et société corse. Juillet 1940-septembre 1943, sous la direction de Jean-Marie Guillon, université de Provence, 2008, 3 volumes, 1 280 p.*) étant encore inédite, on se reportera à trois des articles publiés par lui :

■ « Résistance(s) et société corse : cas singulier ou variante régionale ? Juillet 1940-septembre 1943 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 242, avril-juin 2011, p. 141-171. [un résumé très complet des acquis de la thèse de l'auteur].

■ « (Ré)écrire l'histoire de la Résistance corse : de l'enjeu mémoriel à l'essai historiographique », in Julien Blanc et Cécile Vast (dir.), *Chercheurs en résistance. Pistes et outils à l'usage des historiens*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, p. 67-82. [sur l'évolution de l'historiographie de la résistance corse, de 1944 jusqu'aux travaux de l'auteur].

■ « Le système clanique en Corse sous Vichy ou l'opposition politique comme matrice d'une certaine Résistance ? », in *Engagements, culture politique, guerres, mémoires, monde du travail XVIII^e-XXI^e siècle*, Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, 2016, p. 201-220.

Une publication liée à une exposition du musée de Bastia relève de la même approche :

■ Sylvain Gregori et Ariane Jurquet, *Bastia 43, l'occupation italienne vue par les enfants*, Bastia, Musée de Bastia, 2012, 155 p. [présentation et analyse de la centaine de dessins réalisés par des élèves du collège de jeunes filles de Bastia en 1943 sous la direction d'une enseignante, Mme Pellissier ; avec une comparaison entre la représentation de l'Italien par des enfants corses, et celle de l'Allemand par des enfants de Nevers, où cette enseignante était en poste en 1940-41].

Ouvrages généraux sur la Résistance corse

Deux publications de référence, complémentaires par leur support :

■ Hélène Chaubin, *La Corse à l'épreuve de la guerre 1939-1945*, Paris, Vendémiaire, 2012, 287 p. [la synthèse la plus récente, par l'historienne spécialiste du sujet au sein du Comité d'histoire de la Deuxième guerre mondiale puis de l'Institut d'histoire du temps présent ; un compte-rendu très utile de ce livre par Joël Drogland est disponible en ligne sur le site des Clionautes].

■ CD-Rom *La Résistance en Corse*, AERI-Association « Le Mémorial informatique : Histoire de la Résistance en Corse », 2007 [base de données constituée de 300 fiches historiques rédigées par Hélène Chaubin, Sylvain

Gregori et Antoine Poletti, accompagnées de media de tous types : photos, documents sonores, vidéos, témoignages, presse, cartes].

Sitographie

etudes.corse.free.fr, le site de la revue *Études CorSES*, éditée par l'Association des chercheurs en Sciences humaines (domaine corse), permet d'accéder aux sommaires des numéros et de souscrire un abonnement. Cette revue de référence a publié de nombreux articles sur la période 1940-1943.

Exposition « Résistance et libération de la Corse » sur le musée de la Résistance en ligne : www.museedelaresistanceenligne.org

Repères chronologiques

1938

4-11 décembre : manifestations d'attachement à la France, en réaction aux revendications irrédentistes des hommes politiques italiens le 30 novembre.

1940

8 juillet : arrivée à Ajaccio de la délégation d'armistice italienne. En réaction, protestations publiques puis (à partir de l'automne) graffiti.

11 juillet : appel à la résistance du commandant Pietri.

16 juillet : internement à Calvi des *leaders* irrédentistes et communistes (le PC étant interdit depuis le pacte germano-soviétique).

1941

1^{er} janvier : suivant les consignes de la France libre, des bars ferment.

11 janvier : arrivée de Pierre Georges, envoyé du PCF. *L'humanité* reparait clandestinement à partir du mois suivant.

23 mars : la campagne des V est suivie dans plusieurs villes de Corse. Selon la police, 80% des possesseurs de postes radio suivraient clandestinement les émissions de la BBC.

Fin avril : début de la première mission de Fred Scamaroni, envoyé de la France libre (recrutement, renseignement, repérage de terrains de parachutage, à partir de 1942).

1942

20 juin : à Ajaccio, manifestation italophobe, pour contrer une manifestation anglophobe de la Légion française des combattants.

21 septembre : à Ajaccio, manifestation de 500 ménagères contre les difficultés du ravitaillement.

11 novembre : débarquement italien en Corse. Des tracts hostiles sont diffusés dès le lendemain.

10 décembre : premier sabotage d'une ligne téléphonique, par des résistants du Front national (FN).

14 décembre : le sous-marin *Casabianca* débarque la mission giraudiste Pearl Harbour, qui établit une liaison radio avec Alger le 19.

1943

15 mars : premiers parachutages d'armes (qui atteindront 250 tonnes, 150 autres étant apportées par voie sous-marine).

18 mars : arrestation de Scamaroni (revenu en janvier) et de la plupart des membres de son réseau R2 Corse.

22 mars : à Bastia, manifestation de ménagères, lycéens et dockers contre le rationnement du pain.

Avril : Colonna d'Istria, chef de la mission giraudiste, reconnaît le FN comme coordinateur de la résistance corse.

15 avril : premier accrochage entre italiens et résistants corses. Trois carabiniers abattus le 24.

Mai : Conférence clandestine de Porri : organisation du Comité départemental du FN.

30 mai : à Ajaccio, 2 000 personnes assistent à l'enterrement du cheminot résistant Fabiani, tué par une patrouille. Le même jour, 9 détenus du camp de Prunelli di Fium'Orbo s'évadent (dont Giacobbi). Les autres seront transférés à l'île d'Elbe.

17 juin : à Ajaccio, fusillade de la Brasserie nouvelle entre résistants du FN et italiens de l'OVRA. Nombreuses arrestations.

28 juillet : suite à la mise à l'écart de Mussolini, arrivée en Corse d'une *Sturmbrigade* de SS. Premiers tracts appelant les italiens à se retourner contre les Allemands. Des contacts sont pris par Colonna d'Istria avec les Italiens mais, parallèlement, la répression italienne s'accroît aussi (arrestations, condamnations à mort).

1^{er} août : début d'une vague d'exécution de collaborateurs et d'attaques de patrouilles italiennes dans le Sartenais.

5 août : le FN adopte un projet d'insurrection populaire en cas d'armistice avec l'Italie.

6 septembre : Artur Giovoni, pour le FN, part à Alger sur le *Casabianca*, porteur d'un plan de défense côtière italien.

8 septembre : annonce de l'armistice entre les Alliés et l'Italie.

9 septembre : soulèvement de la résistance. Manifestations à Bastia et à Ajaccio et prise de contrôle de la préfecture par le FN à Ajaccio. Le lendemain, les militaires italiens informent Colonna d'Istria qu'ils se rallient.

13 septembre : débarquement à Ajaccio des premières troupes françaises venues d'Alger.

21 septembre : le Sartenais est libéré.

28 septembre : combats pour le contrôle de la dorsale montagnaise.

29 septembre : troupes débarquées, résistants et italiens combattent pour la prise de Bastia.

4 octobre : les Allemands évacuent Bastia. La Corse est libérée.

8 octobre : voyage du général de Gaulle en Corse.

Chant et résistance : *Corses en avant* Par Sylvain Gregori et Bruno Leroux

Joseph Scarbonchi est un sous-officier de marine qui devient à l'été 1943 responsable du Front national pour la commune de Cuttoli-Corticchiato. Comme le commandant Pietri et bien d'autres, son cas est un indice du poids spécifique des militaires dans la résistance corse. *Corses en avant*, le chant qu'il a éprouvé le besoin de composer le 11 novembre 1942, à l'annonce du débarquement italien, est riche de significations étroitement liées à la société corse.

Un exemple d'attestation du double patriotisme

Ce double patriotisme, synthétisé dans le refrain invitant à mourir « pour notre Corse et pour la France », apparaît dans l'entrelacs des références culturelles qu'évoque le texte.

Les deux premières strophes réaffirment le lien avec la patrie (« notre France »), par le rappel de la trahison du comportement des italiens en juin 1940 à l'égard de celle-ci, trahison que souligne l'expression devenue proverbiale du « coup de poignard dans le dos⁽¹⁾ ».

Puis vient la référence à la Corse, à la fois géographique (cf. les noms de villes dans le texte, redoublés par le dessin), et historique, avec l'évocation de la plus ancienne figure emblématique de l'île : Sampiero Corso (1498-1567). Ce condottiere corse passa au service du roi de France Henri II dans les années 1550-1560 ; mais ici, le chant rappelle avant tout qu'il combattit les Génois dominant alors la Corse – Génois auxquels la fin du poème fait expressément allusion.

Les strophes suivantes cumulent des références doubles, françaises et corses. C'est d'abord Napoléon, le Corse le plus lié à l'histoire nationale française, qui est associé à la référence aux vendettas, donc implicitement au phénomène local des bandits d'honneur. Puis on retrouve ceux-ci explicitement dans une strophe centrée sur la thématique de l'union contre l'adversaire extérieur : union au sein de la société corse (« bergers, gendarmes et bandits »), union aussi avec la France, par l'évocation de trois régions précises : Alsace, Bretagne, Provence – autrement dit trois régions « frontières », à forte identité culturelle comme la Corse et dont l'attachement à la France revêt d'autant plus de sens.

Enfin, avec la sixième strophe arrive le rappel des Corses morts pour le drapeau français en 14-18. Le chiffre mythique de « 70 000 » poilus insulaires tués dans les tranchées s'inscrit clairement dans la revendication d'une preuve du patriotisme corse par le nombre de morts, habituelle après la Grande Guerre. En 1938, Daladier y a contribué, faisant à Bastia l'éloge des « 40 000 Corses tombés au champ d'honneur » dans un contexte de revendications irrédentistes italiennes⁽²⁾.

Un révélateur d'une représentation sexuée de la Résistance

Une strophe du chant détonne : l'avant-dernière, qui, en fait de résistance, demande aux « filles de Corse » de ne donner aux Italiens ni leur estime, ni « rien de plus ». Que l'imaginaire de la collaboration



Coll. particulière

populaire soit d'abord lié au comportement des femmes n'est pas propre à la Corse, le phénomène des tontes de 1944 le montre suffisamment. Cependant, il a pour conséquence ici une difficulté à intégrer les femmes de façon active dans cet appel à la résistance, sans doute parce que celui-ci est identifié dans le refrain à un appel « au combat » au sens strict, donc *a priori* réservé aux hommes.

Le sort fait à ce thème de la « vertu féminine » dans un tel chant s'explique aussi par le contexte corse. Ce type de représentation sexuée est d'autant plus fort dans les sociétés patriarcales du bassin méditerranéen où l'honneur féminin est un enjeu familial. La propagande du PC et du FN joue de cet imaginaire⁽³⁾, allant parfois jusqu'à publier par voie d'affiches des noms de jeunes filles frayant avec les Italiens. Mais ces représentations sont aussi renforcées par la haine vis-à-vis de l'occupant italien,

qui réactive le mépris traditionnel à l'égard des migrants italiens pauvres (désignés sous le terme générique péjoratif de Lucquois, *Lucchese*), lequel se traduisait aussi par des représentations sexuées : aux jeunes corses enceintes et abandonnées par leurs compagnons, on appliquait le proverbe : « Après tant de malheurs, il ne manque jamais un italien ». ■

(1) Formule que Roosevelt a été le premier à utiliser, le jour même de la déclaration de guerre italienne : « the hand that held the dagger has struck it into the back of his neighbour » (discours à l'université de Virginie, 10 juin 1940).

(2) Chiffre qu'on sait aujourd'hui largement au-dessus de la réalité, mais pas plus exagéré à l'époque que ceux concernant les Bretons, par exemple.

(3) Cf. l'expression « Ne laissez plus souiller vos femmes », de l'*Appel au peuple corse* du 1^{er} mai 1943 lancé par la région corse du PCF.

La propagande du Front national, à travers le premier numéro du *Patriote* Par Sylvain Gregori et Bruno Leroux

En mai 1943, la région corse du PCF décide de doter d'un journal le Front national (FN), dont la propagande se limitait jusqu'alors à des tracts. Simultanément est aussi décidée la séparation «théorique» entre l'organisation communiste et celle du FN (qui reste contrôlée par le parti). Le contenu de ce premier numéro⁽¹⁾ fait bien ressortir les principaux ressorts du succès local de cette propagande, fondé sur la reprise de thèmes nationaux⁽²⁾, en eux-mêmes particulièrement adaptés à la réalité locale, mêlés à des rappels multiples à l'histoire de la Corse et à ses valeurs.

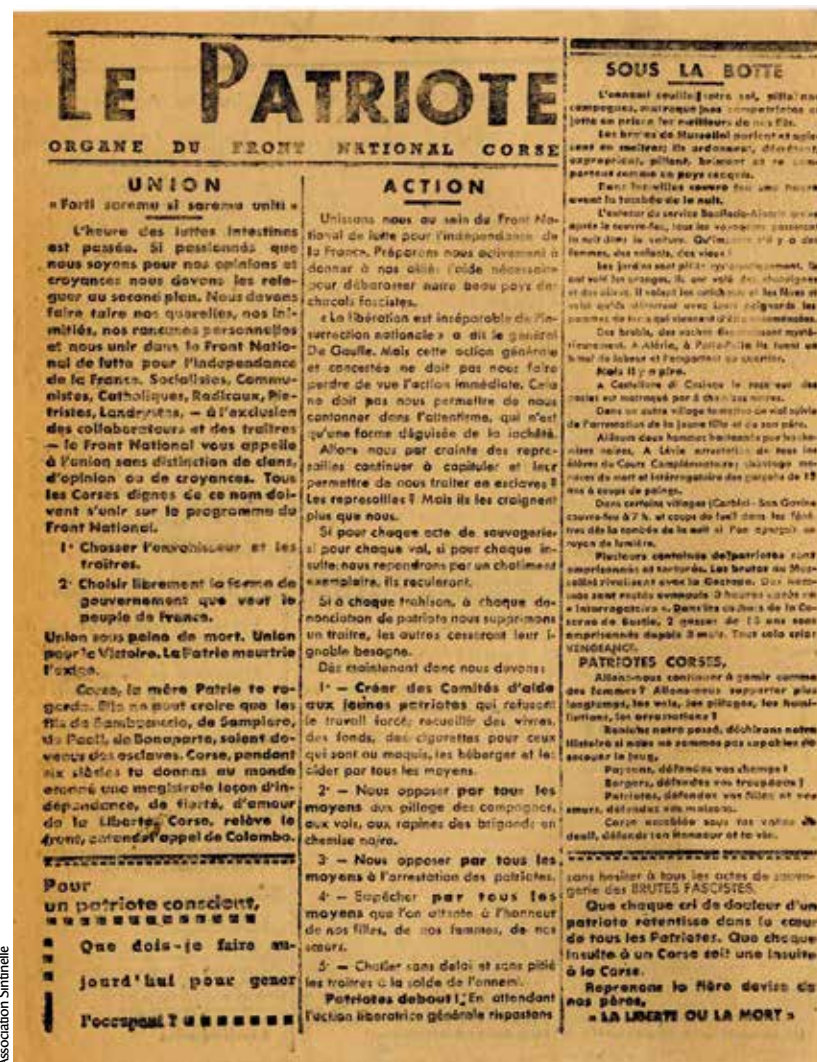
Au premier rang des préoccupations : la vie quotidienne

La rubrique «Sous la botte» commence avec une évocation très concrète du pillage économique par l'occupant italien des produits de la terre et de l'élevage, à laquelle correspond un mot d'ordre au bas de la colonne «Action» : «*Nous opposer par tous les moyens aux pillages des campagnes, aux vols, aux rapines de brigands en chemise noire*». Cet accent mis sur les difficultés de la vie quotidienne est typique de la propagande communiste partout en France, mais trouve un écho particulier en Corse vu un contexte désastreux : déjà en crise avant 1940, car trop dépendante des importations, l'économie insulaire a été mise à mal avec la gestion catastrophique par Vichy des difficultés de ravitaillement, les Corses étant invités à une autosuffisance impossible. D'où une régression sociale se traduisant par le retour au troc et visible dans l'état sanitaire de la population.

L'occupation italienne n'a fait qu'empirer les choses, par son poids propre mais aussi parce qu'elle entraînait un blocus maritime des alliés anglo-saxons. Cela s'est traduit en mars 1943 par des émeutes à Corte et à Bastia. Aussi, malgré les réticences de certains responsables locaux, le PC corse réaffirme en mai l'importance de la lutte revendicative, comprenant qu'elle est un puissant instrument de propagation de l'italophobie, car plus largement ressenti encore que la répression des opposants.

Propagande communiste et identité insulaire

Les rubriques «Union» et «Action» promeuvent en tête les mots d'ordre nationaux du PCF en 1943 : l'objectif final est de «*chasser l'occupant et les traîtres*» (= c'est-à-dire Vichy), d'où la nécessité d'une «insurrection» au moment de la Libération (à l'abri d'une phrase d'un discours de De Gaulle, constamment reprise), et, en attendant, l'incitation à l'action immédiate et le refus de l'attentisme. Si le principe de la lutte armée est partout en filigrane, les mots d'ordre précis sont encore limités (cacher les réfractaires au STO, tuer les collaborateurs), par réalisme, car les armes giraudistes commencent seulement à arriver.



L'adaptation de ces mots d'ordre à la réalité insulaire est aussi d'ordre identitaire. On le voit par l'allusion aux clans (pietristes, landrystes), qui ne sont pas encore ici présentés comme les principaux obstacles à l'union comme ils le seront plus tard. On retrouve aussi une allusion insistante, en bas de page à la défense de «*l'honneur de nos filles, de nos femmes*», comme dans le chant de Joseph Scarbonchi. Surtout, encore plus que celui-ci, le PCF met en avant des figures historiques insulaires aptes à lier l'italophobie au temps long de différentes formes de luttes pour la «liberté corse» : c'est sous cette enseigne qu'il regroupe Sampiero, Bonaparte, mais aussi Sambucuccio (hérald d'une révolte anti-féodale au XIV^e siècle) et Pascal Paoli (symbole de la lutte corse contre la république de Gênes en liaison avec la philosophie des Lumières). S'y ajoute l'usage des devises : le journal utilise le corse pour en lancer une nouvelle, héritée de Pascal Paoli (*forti saremu si saremu uniti*) et surtout, en bas de page, lui fait correspondre une autre, en

français, présentée comme la devise de «*nos pères*» : «*La liberté ou la mort*». Formule saisissante, car, devise officielle de la Convention, elle a été reprise par les Grecs en lutte contre l'Empire ottoman. Autant qu'une référence républicaine, elle est ici une façon d'identifier les Corses à un peuple épris de liberté.

L'important est que, loin d'être seulement des stéréotypes, ces références peuvent participer à la réussite de la propagande du FN en termes de mobilisation effective de la population. La période de la Résistance participe ainsi singulièrement au renforcement de ce qui n'a pas alors de dénomination, et que le discours insulaire exprimera seulement à partir des années 1970, sous une forme revendicative : la «*corsitude*». ■

(1) Non numéroté, mais probablement le numéro 1 puisque le journal est numéroté à partir du n° 2 d'août 1943.

(2) Et du titre *Le Patriote*, décliné dans toutes les régions.



À Paris comme à Montauban, MER honore des grandes figures de la Résistance

À Paris, comme chaque année, au mois de mai, dans les jardins du Luxembourg aux pieds de la statue à la mémoire des étudiants résistants, œuvre de Gaston Watkin, MER a organisé, son traditionnel hommage aux lycéens et étudiants résistants morts pour la France. Cet hommage est né autour du souvenir de Pierre Alviset, dont Jeanne Boucourechliev-Bayet, une des fondatrices de MER, était proche par son frère François Bayet, résistant-déporté mort à 19 ans au camp de Vahngen (Allemagne) en avril 1945. Aujourd'hui sur la plaque apposée dans le hall du collège parisien qui porte son nom on lit : « *Pierre Alviset. Enfant du 5^e arrondissement. Étudiant en sciences. Militant actif de la Résistance. Arrêté au maquis dans la forêt de Carnelle. Fusillé à vingt ans par les SS après avoir été torturé.* ». Son amie Marie a écrit : « *Pierre, comme des milliers d'autres jeunes Français, partage un idéal commun apportant exaltation, fraternité, solidarité : celui de la liberté face à l'oppression allemande, celui de l'humanisme face à la destruction nazie, bref, celui de la Résistance* ». C'est à travers son souvenir et celui de tous les lycéens et étudiants résistants que s'est déroulé ce bel après-midi républicain présidé par **Gérard Larcher**, président du Sénat, **Gilles Pécout**, recteur de l'académie de Paris et chancelier des Universités, **Rose-Marie Antoine**, directrice de l'ONACVG et **Gilles Pierre Levy**, président de la Fondation de la Résistance. Étaient également présents de nombreuses personnalités liées à l'histoire et à la mémoire de la Résistance.

Cinq établissements scolaires ont participé à cet hommage : le collège Alviset, les lycées Janson de Sailly, Voltaire et Belliard et l'Institut national des jeunes aveugles (INJA). Chacun à leur manière, ils ont évoqué, à partir de quelques écrits, le sacrifice de jeunes figures connues de la Résistance comme celles de Pierre Alviset et de Jacques Lusseyran ou bien trop souvent oubliée comme celle de Dora Bruder. Félicitant les élèves pour les très beaux textes qu'ils avaient chantés ou récités, le président du Sénat a conclu ses chaleureux remerciements par ces mots « *C'est à vous, lycéens et collégiens ici présents, qu'il revient aussi de faire vivre cette flamme*

de la Résistance auprès de vos familles, de vos amis, de vos camarades de classe, dans vos engagements présents et à venir ».

À Montauban, au cours du mois de mai, **Robert Badinier**, délégué Midi-Pyrénées de l'association, a organisé, sous l'égide de la Société des membres de la Légion d'honneur et de l'Ordre national du Mérite du Tarn-et-Garonne, un colloque en hommage à René de Naurois. Cette rencontre a été articulée autour de deux temps forts : la projection du film historique sur *Les Français du Jour J*, réalisé par **Cédric Condon** avec la participation de **Stéphane Simonnet** et une conférence de **Gisèle Venet**, professeur émérite à la Sorbonne. C'est au son de la musique du *Jour le plus long* qu'ont été accueillis tous les participants dans l'amphithéâtre du lycée René de Naurois. Acteur de l'histoire et passeur de mémoire, il fut parmi les 177 Français qui, le 6 juin 1944 à l'aube, débarquèrent sur la plage de Ouistreham. Après avoir étudié la philosophie, le futur aumônier de la France libre a vécu à Berlin jusqu'en 1939 où il assista à la montée du nazisme. Après la guerre, il travailla une dizaine d'années au CNRS en tant que chercheur en biologie animale avec Gisèle Venet qui l'accompagna dans plusieurs de ses expéditions ornithologiques et l'aïda dans la production de nombreux articles scientifiques. C'est avec une anecdote qui révèle son humanisme que Gisèle Venet commença sa conférence. Juste après le Débarquement, alors qu'il prodiguait des soins à Lord Lovat dans une grange faisant office de poste de secours, René de Naurois entendit les plaintes d'un jeune soldat allemand en train de mourir, sans hésiter il se fit un devoir de l'assister jusqu'à son dernier souffle. Compagnon de la Libération et Juste parmi les Nations, admirateur de la culture germanique, René de Naurois était déjà venu, en 1996 à Montauban pour animer une conférence sur la résistance allemande à Hitler. Pour le général **Christian Baptiste**, délégué national du conseil des communes Compagnons de la Libération, il était « *une conscience en action* ». ●

Jean Novosseloff

Rencontres et dédicaces

Fidèle à nos rencontres et dédicaces, deux rendez-vous se sont tenus dans les salons de la Fondation de la Résistance. Le 8 juin, nous avons reçu **Jean-Marie Guillon**, professeur émérite des universités, venu présenter l'ouvrage de Daniel Bénédict : *Un chemin vers la liberté sous l'Occupation* récemment paru aux éditions du Félin. Il rappela « *le parcours peu ordinaire entre 1940 et 1944 du bras droit de Varian Fry, l'un des principaux artisans de la filière marseillaise qui permit de sauver des intellectuels, savants, artistes, réfugiés antinazis en leur faisant quitter l'Europe occupée.* » Le 13 septembre, c'est **Robert Gildea**, historien et professeur d'histoire contemporaine à Oxford, qui a présenté son dernier ouvrage *Comment sont-ils devenus résistants ? Une nouvelle histoire de la Résistance* paru aux éditions des Arènes. ●

L'Assemblée générale de l'association s'est tenue le lundi 10 juillet, ce fut l'occasion pour nos délégués et nos adhérents de visiter le beau musée de l'Ordre de la Libération mais aussi d'accueillir notre nouveau délégué pour la région Rhône-Alpes : **Robert Bacconnet**, administrateur de l'association des rescapés de Montluc.

Nos prochains rendez-vous

Judi 7 décembre

Dans la salle du Conseil général à Dijon.
Conférence de Christine Levisse-Touzé
sur le général Leclerc.

Judi 23 novembre

Dans l'auditorium de l'Hôtel de Ville de Paris.
Colloque « La Résistance par les objets ».

Samedi 2 décembre à 14 heures

Dans les salons de la Fondation de la Résistance.
Rencontres et dédicaces autour du livre-résistant.

Adhésion :

Si vous voulez soutenir les activités de l'association des Amis de la Fondation de la Résistance :

Cotisation 30 € (incluant l'abonnement à *Résistance et Avenir*).

Association des Amis de la Fondation de la Résistance
« Mémoire et Espoirs de la Résistance »

Place Marie-Madeleine Fourcade,
16-18, place Duplex, 75015 Paris
Courriel : memoresist@m-e-r.org
site internet : www.memoresist.org
Tél. : 01 45 66 92 32



Tous ces rendez-vous sont en ligne et peuvent être consultés sur le site : www.memoresist.org

La Fondation participe à la Journée nationale de la Résistance le 27 mai 2017

Depuis treize ans, chaque 27 mai, la Fondation de la Résistance organise une cérémonie au monument Jean Moulin situé en bas des Champs-Élysées pour commémorer l'anniversaire de la séance constitutive du Conseil

national de la Résistance qui s'est tenue à Paris le 27 mai 1943. Ce moment de recueillement très sobre, auquel l'ANACR est associée, est marqué par un simple dépôt de gerbe devant l'œuvre du sculpteur Georges Jeanclos.

Après la cérémonie au monument Jean Moulin, René Joffrès et le préfet Victor Convert, respectivement vice-président et directeur général de la Fondation de la Résistance, se sont alors rendus sous l'Arc de Triomphe pour présider la cérémonie quotidienne du ravivage de la Flamme sur la tombe du Soldat inconnu, avec à leurs côtés l'association nationale pour la Mémoire des résistants et patriotes emprisonnés à Eysses - Unité combattante déportée à Dachau (Bataillon FFI), le Comité parisien de Libération, l'Amicale du 41^e Régiment d'Infanterie et l'Union Nationale des Combattants du XV^e arrondissement de Paris. Cette délégation a été rejointe par des élèves de la cité scolaire Paul Valéry de Paris (XII^e arrondissement) accompagnés par leur enseignante Aurélia Merle d'Aubigné et Rachid Azzouz, IA-IPR d'histoire-géographie (académie de Paris).

Ils ont pu partager ce moment de recueillement et de réflexion sur le sens de l'engagement citoyen avec les membres de la Fondation de la Résistance en déposant individuellement des fleurs sur la tombe du Soldat inconnu et en chantant *La Marseillaise*, qui comme tous les autres morceaux du programme musical, a été interprétée par la musique des gardiens de la paix de la Préfecture de Police.

Ces initiatives qui s'inscrivent désormais dans le cadre de la journée nationale de la Résistance instaurée par la loi du 19 juillet 2013, furent aussi l'occasion pour la Fondation de la Résistance de présenter symboliquement plusieurs drapeaux d'associations de résistants aujourd'hui dissoutes. ●

Frantz Malassis



Photo Frantz Malassis

À lire

Parmi les livres reçus nous choisissons quelques titres qui nous ont particulièrement intéressés et dont nous vous conseillons la lecture. Vous pouvez retrouver d'autres comptes rendus de lecture sur notre site www.fondationresistance.org à la rubrique « Nous avons lu ».

Des Angevins en résistance 1940-1945.

Sous la direction de Marc Bergère, Pascal Tellier et Serge Guillet.

Préface de Denis Peschanski.

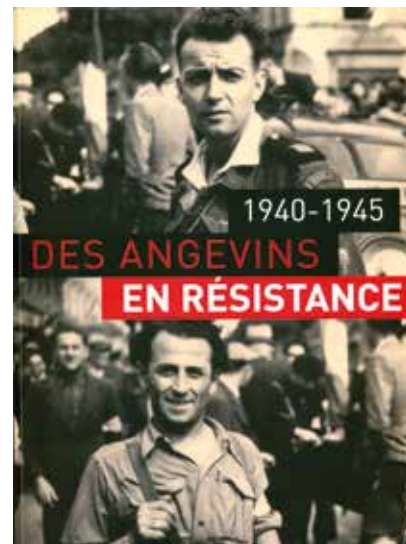
Archives départementales de Maine-et-Loire, 2016, 224 p., 20 €.

Cet ouvrage vient combler un manque historiographique important, dans un département où les seules synthèses existantes abordaient la Résistance de façon périphérique, qu'il s'agisse de l'occupation à Angers (Robert Gildea, *Marianne in chains*) ou de l'épuration (Marc Bergère, *Une société en épuration*). Il est le fruit du travail d'une équipe d'historiens, enseignants et archivistes réunie dans l'association Résistance Anjou et prolonge deux expositions réalisées en 2010 et 2013.

S'appuyant sur une base de données de 1 700 noms de résistants (figurant en annexe), il présente une série de parcours biographiques et de courtes mises au point thématiques richement illustrées et permet de dépasser le lieu commun d'un département « peu » résistant. Deux faits prouvent au contraire un terreau favorable à la résistance : la multiplicité des manifestations

collectives et les 35% de résistants comptabilisés comme « isolés » (à la marge des organisations : hébergeurs, etc.). Par ailleurs, la résistance est plus précoce que dans la moyenne des départements. Il est vrai qu'Angers est une des 4 ou 5 villes-clé de l'administration allemande en zone occupée. Mais les groupes résistants les plus importants sont locaux (Honneur et Patrie, PARAH⁽¹⁾) et la répression frappe massivement en 1943 : deux facteurs qui expliquent la faiblesse des FFI à la veille de la Libération, en effectifs et en armement, l'ORA semblant émerger comme la principale formation. Les plus violents combats sont menés par les troupes américaines à Angers, enjeu stratégique avec ses ponts (108 morts américains et 33 civils).

Enfin, après la Libération le contrôle du journal local issu de la Résistance, *Le courrier de l'Ouest*, sera l'occasion d'une fracture au sein du Comité départemental de Libération et contribuera à amoindrir l'influence de celui-ci. La postérité et l'héritage de la Résistance n'en seront pas moins bien présents dans l'après-guerre, comme l'illustrent dans l'ouvrage les figures de Victor Chatenay, maire d'Angers, de Roland de la



Poype, héros de Normandie-Niemen devenu un pionnier de l'emballage plastique, ou Eugénie Poilâne et Jean Rousseau, infatigables passeurs de mémoire. ●

Bruno Leroux

(1) Formation paramilitaire saumuroise née courant 1943. Son nom vient des initiales des prénoms de ses six chefs de groupe : Pierre Raimbault, Alexandre Bourge, René Roussel, Albert Jouanneault, Henri Mahé et René Hulin.

Activités du département documentation et publications

Remise du fonds Charlotte Nadel et Ariane Kohn grâce à la « commission archives »

Depuis l'année 2000, la Fondation de la Résistance, la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, le ministère de la Culture (direction des Archives de France) et le ministère de la Défense (direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives) se sont associés pour créer la « commission archives ». Dès 2001, cette commission a lancé une campagne nationale de sauvegarde des archives privées de la Résistance et de la Déportation en sensibilisant leurs éventuels détenteurs par l'intermédiaire du *Guide du détenteur d'archives de la Résistance et de la Déportation*⁽¹⁾, de réunions de sensibilisation départementales et d'une exposition « Ensemble, sauvegardons les archives privées de la Résistance et de la Déportation »⁽¹⁾.

Fruit de ce travail de sensibilisation, la « commission archives » a pu, au cours de ces derniers mois, verser aux Archives nationales un fonds d'archives important, celui de Charlotte Nadel et Ariane Kohn.

Pionnière du mouvement Défense de la France, **Charlotte Nadel**⁽²⁾ est née à Paris en 1920 dans une famille modeste d'immigrés russes. Son père Isaac Nadel a fui la Russie tsariste en 1905 pour s'installer en France comme électricien. Au lycée Fénélon à Paris, où elle poursuit des études de physique, chimie et biologie (PCB), elle est sensibilisée par son professeur d'allemand à la montée du nazisme en Allemagne. À la rentrée 1940, de retour à Paris après l'exode, elle obtient, pour financer ses études de géographie à la Sorbonne, un poste d'aide-bibliothécaire au laboratoire de géographie physique et de géologie dynamique du professeur Lutaud. Durant l'hiver 1940-1941, elle y rencontre Hélène Mordkovich (future épouse de Philippe Viannay) qui l'entraîne dans la formation du mouvement Défense de la France (DF).

Bientôt, Philippe Viannay, co-fondateur de Défense de la France, intègre Charlotte Nadel au sein de son Comité directeur et la charge de l'organisation de la fabrication du journal. Par souci d'indépendance, de sécurité mais aussi pour que le journal paraisse régulièrement – ce qui ne pouvait être le cas en ayant recours à des imprimeurs professionnels très surveillés – DF se dote de ses propres imprimeries. En lien direct avec des imprimeurs, comme Jacques Grou-Radenez, qui l'initie aux techniques du métier, Charlotte Nadel monte alors de toutes pièces les différents ateliers de composition du journal dont elle assurera la responsabilité jusqu'à la Libération.

Initialement imprimé dans les caves de la Sorbonne sur une Rotaprint, *Défense de la France* est tiré à partir du début 1943, sur des presses modernes permettant une impression plus soignée et une augmentation considérable de ses tirages⁽³⁾. Cela oblige Charlotte Nadel à renforcer et à professionnaliser ses ateliers typographiques



Photo Frantz Malais

Portrait de Charlotte Nadel pris durant la guerre.

Numéros de *Défense de la France*, photographies des ateliers typographiques où ce journal clandestin était composé, brassard du MLN, faux tampons..., ces quelques pièces illustrent la richesse du fonds Charlotte Nadel et Ariane Kohn et leurs actions au sein du mouvement Défense de la France.

dans un temps record des membres de DF au métier d'imprimeur. Par ailleurs, pour des raisons de sécurité, Charlotte Nadel doit souvent procéder au déménagement de ces différents ateliers de composition.

Parallèlement, Charlotte Nadel établit et distribue des faux papiers⁽⁴⁾ destinés aux résistants et à toutes les personnes recherchées par les services de répression (réfractaires au STO, juifs...).

Après y avoir échappé à plusieurs reprises, Charlotte Nadel est arrêtée le 27 mai 1944. D'abord, internée à la Petite Roquette, elle est transférée au camp des Tourelles d'où elle peut s'échapper à l'occasion de l'insurrection du 17 août 1944. Libérée, elle reprend contact avec le mouvement et part immédiatement pour le maquis de Seine-et-Oise Nord dirigé par Philippe Viannay.

Son père **Isaac Nadel** et sa demi-sœur **Ariane Kohn**⁽²⁾, sont également engagés au sein de DF. Née en 1912, Ariane Kohn est institutrice en région parisienne. Comme sa demi-sœur Charlotte, elle est très tôt informée du danger du nazisme ayant accueilli dès 1933 deux enfants juifs allemands à l'école nouvelle de Bellevue. Elle s'implique plus particulièrement dans la diffusion du journal *DF* et dans le service des faux papiers⁽⁵⁾. En plus de fournir les faux papiers nécessaires notamment aux réfractaires du STO recherchés, elle procède à l'étude approfondie de documents officiels afin d'en percer certains mystères comme par

exemple la logique des numéros figurant sur les certificats de recensement permettant de rendre les faux irréfutables.

Le 25 mai 1944, Ariane Kohn est arrêtée en même temps que son beau-père Isaac Nadel à leur domicile de Clamart. Écrouée à la prison de Fresnes, elle est ensuite internée au Fort de Romainville. Le 1^{er} juillet 1944, elle est déportée en Allemagne. Arrivée le 3 juillet au camp de concentration de Neue Bremm, elle est transférée à Ravensbrück le 27 juillet 1944 sous le matricule 47187. Elle est libérée par la Croix-Rouge le 9 avril 1945 tandis qu'Isaac Nadel n'est pas rentré de déportation.

Au sortir de la guerre, pour venir en aide à leurs camarades, Charlotte Nadel et Ariane Kohn vont s'engager au sein de l'Association Défense de la France et de l'Association des déportées et internées de la Résistance (ADIR). Elles s'investiront ensuite dans l'organisation du Concours national de la Résistance et de la Déportation pour transmettre leur expérience aux jeunes collégiens et lycéens.

En mars dernier, la « commission archives » a été contactée par M. et Mme Auzou, qui lui ont proposé les archives de leurs tantes. En avril, une réunion du groupe restreint de la « commission archives » fut organisée au siège de la Fondation de la Résistance. Après expertise, d'un commun accord entre la famille et les membres de cette commission, ce fonds a été donné aux Archives nationales où il est désormais en résonance avec les archives du mouvement et de l'association Défense de la France remises par Hélène Viannay en 1993.

suite en page 8 ➡

suite de la page 7 ►►

Bien que Charlotte Nadel et Ariane Kohn aient constitué séparément leurs archives personnelles, il est aujourd'hui difficile de déterminer avec exactitude pour l'intégralité de ce fonds très riche leurs apports respectifs; après le décès d'Ariane Kohn, ses archives sont venues abonder celles de Charlotte Nadel.

Quoi qu'il en soit ce fonds d'archives, de 1,20 mètre linéaire, reflète bien leurs actions à DF avec entre autres pour l'impression et la diffusion du journal: une collection de *Défense de la France* et pour la fabrication des faux papiers: une série de faux tampons, une collection impressionnante de faux papiers vierges, des consignes pour les remplir... Par ailleurs, la répression qui s'abat sur cette famille est très présente grâce aux lettres de Charlotte Nadel adressées officiellement à sa mère depuis la prison de La Roquette et aux messages d'Ariane Kohn transmis clandestinement de Fresnes ou bien jetés sur son trajet de déportation. L'ensemble de ces papiers personnels est complété par un important *corpus* photographique représentant des membres et les actions du mouvement DF (ateliers typographiques, ateliers de faux papiers, maquis de Seine-et-Oise Nord...), par des archives de «liquidation» et de la vie de l'association DF et par leurs nombreux et conséquents témoignages manuscrits et dactylographiés.

Enfin, quelques objets évoquent également des moments forts de leurs parcours: des cartes d'évasion en soie qu'un pilote anglais hébergé au maquis de Seine-et-Oise Nord a offertes à Charlotte Nadel; des objets ramenés de déportation, moyens d'échapper à la déshumanisation voulue par les nazis; et des «souvenirs» ramassés sur les plages du Débarquement par Ariane Kohn, le 6 juin 1945, moins d'un mois après sa libération de Ravensbrück, témoignages émouvants d'un pèlerinage qui sonne comme une promesse faite durant sa déportation. ●

Frantz Malassis

- (1) Disponible auprès de Frantz Malassis (01 47 05 67 87).
- (2) Les biographies succinctes de Charlotte Nadel et d'Ariane Kohn ont été écrites à partir des sources suivantes:
 - Olivier Wieviora, *Une certaine idée de la Résistance. Défense de la France. 1940-1949*, Paris, Seuil, 1995, 407 p.
 - l'article de Bruno Leroux, Frantz Malassis et Cécile Vast, «Une dénonciation par l'image de la répression et des crimes nazis. La diffusion des photographies publiées à la une de *Défense de la France* du 30 septembre 1943» in *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n° 38, septembre 2004.
 - *Livre mémorial des déportés de France arrêtés par mesure de répression et dans certains cas par mesure de persécution 1940-1945*, Paris, Fondation pour la Mémoire de la Déportation, éditions Tirésias, 2004, tome II, p. 1077-1078.
- (3) Les tirages passent de 10 à 30 000 exemplaires par numéro en 1942 à environ 120 000 en 1943 pour atteindre 450 000 exemplaires le 15 janvier 1944, ce dernier chiffre incluant le tirage de la zone Sud.
- (4) En février 1942, c'est Charlotte Nadel qui contacte Monique Rollin et Michel Bernstein qui acceptent de prendre en charge l'atelier des faux papiers de DF. Avec eux, la production de faux papiers passera peu à peu d'une phase artisanale à une organisation industrielle notamment à partir de février 1943 dans le cadre de la stratégie de lutte contre le STO du mouvement.
- (5) Voir l'article «La fabrication des faux papiers», page 2.

Activités du département AERI

Exposition « Le Vercors résistant »

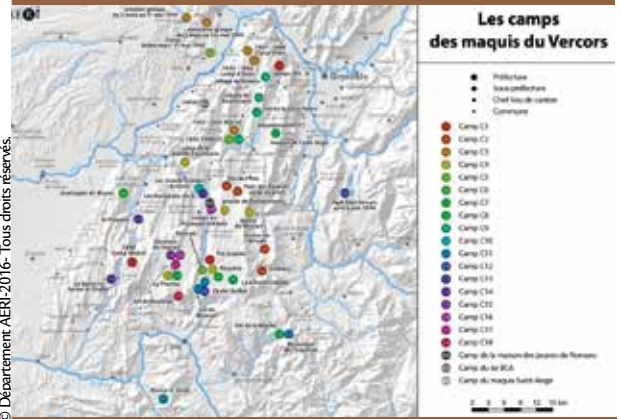
Le Musée de la Résistance en ligne accueille depuis le printemps l'exposition «Vercors Résistant», dont une version de préfiguration avait été mise en ligne en juin 2014 et qui avait donné lieu à une présentation à Villard-de-Lans.

Celle-ci présente le fruit des travaux des quatre grands contributeurs au projet: l'ANPCVV (Pionniers du Vercors), la Fédération pour le Rayonnement et l'Entraide des Soldats de Montagne (FRESM), Sciences Po-Grenoble et l'Unité Mixte de Recherche Politiques publiques, Action politique et Territoires (UMR-PACTE), eux-mêmes associés à d'autres structures, muséales, territoriales ou non. Les travaux de l'équipe ont préalablement été soumis à son comité scientifique, composé de Karine Dupinay-Bedford, Peter Lieb, Pierre-Louis Fillet, Gilles Vergnon, Max Schiavon, Jean-François Muracciole et Jean-William Dereymez, son président. Tous ont salué l'ensemble des travaux et l'originalité de l'approche.

La première partie de l'exposition permet de resituer les temps principaux, les acteurs ainsi que le territoire du Vercors, espace complexe qui est aussi le plus vaste des massifs préalpins du nord, avec 950 km² situés à cheval sur les départements de l'Isère et de la Drôme. Les quatre parties suivantes sont consacrées aux événements historiques à proprement parler. Enfin, les deux dernières parties sont consacrées aux enjeux mémoriaux attachés à cette histoire singulière toujours très vivace. De nombreux documents et photographies inédits, tirés pour une large part du riche fonds archivistique et photographique de l'ANPCVV, ainsi que l'utilisation de cartes fixes comme de cartes animées en 3D devraient permettre de mieux appréhender le territoire et l'histoire du Vercors résistant dans leur ensemble.



Robert Benne, dit Bob, à la tête de la Compagnie Chabal recevant un bouquet, lors de la libération de Grenoble, le 6 septembre 1944.



Carte illustrant l'implantation des camps du maquis du Vercors.

Des compléments viendront prochainement enrichir la dernière partie de l'exposition consacrée à la mémoire.

Outre son approche originale des camps et des combats (la bataille de Vassieux, notamment, est étudiée à partir des archives du capitaine Bourgeois), l'exposition permet d'introduire certaines questions peu traitées jusqu'ici, tels le rôle des femmes dans la Résistance en Vercors, ou encore la mise en perspective des pertes civiles et maquisardes. Souhaitons qu'elle suscite de nouvelles recherches documentaires et historiques, tant du côté français, allié, qu'allemand.

Rendez-vous est donné le 26 octobre à 14 heures pour la présentation parisienne de l'exposition à l'auditorium de l'Hôtel de Ville. ●

Paulina Brault

La mémoire de la Résistance dans l'Yonne

Le Musée présente cette exposition réalisée par l'équipe de l'Association pour la Recherche sur l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne (ARORY), auteure de plusieurs ouvrages de référence ainsi que d'un CD-Rom sur la Résistance dans l'Yonne en 2004. Articulée en deux parties, successivement consacrées à un aperçu géographique et mémoriel du département entre 1940 et 1944, puis, à la mémoire dans le département, elle donne à connaître, tout en la questionnant, la manière dont s'est construite la mémoire locale – notamment communiste – dans le temps comme dans l'espace.